

Flash Economie

27 juillet 2016 - 791

La concurrence par les coûts se situe entre les pays de la zone euro : qu'attendre alors de l'Europe ?

On parle souvent des méfaits de la mondialisation (de la globalisation), en particulier dans les pays de la zone euro : désindustrialisation, disparition de la classe moyenne, bipolarisation des marchés du travail, inégalités croissantes...

Mais il faut voir que la concurrence par les coûts et par les institutions se situe, pour les pays de la zone euro, largement vis-à-vis des autres pays de la zone euro et pas vis-à-vis du Reste du Monde.

La dépréciation du taux de change de l'euro permet en principe de protéger la zone euro contre la concurrence du Reste du Monde, mais bien sûr la concurrence entre les pays de la zone euro subsiste et s'est accrue depuis la crise avec le recul de la demande. Le problème n'est pas que l'Europe ne sait pas se protéger de la globalisation, mais qu'elle ne sait pas coordonner les politiques des pays membres.

Pour limiter la concurrence entre les pays de la zone euro, il faudrait être capable de coordonner entre les pays de la zone euro les politiques économiques qui influencent la compétitivité : politiques salariales, fiscales. Malheureusement, cette coordination des politiques qui génèrent des externalités de concurrence dans la zone euro s'est révélée impossible. L'Europe ne protégera pas les populations de la zone euro des effets de la globalisation.

Si on désespère, ce qui est malheureusement raisonnable, de la possibilité de coordonner les politiques économiques des pays de la zone euro, alors chaque pays doit mener ses politiques de compétitivité : éducation, réformes fiscales, réformes du marché du travail, modernisation du capital ; s'il ne le fait pas, ses activités délocalisables vont disparaître au profit d'autres pays de la zone euro.

Patrick Artus

www.research.natixis.com

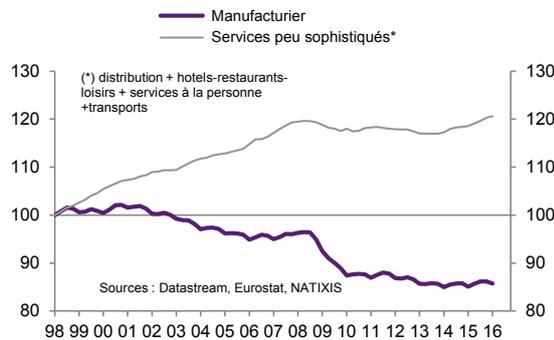
BANQUE DE GRANDE CLIENTELE
EPARGNE ET ASSURANCE
SERVICES FINANCIERS SPECIALISES

La concurrence est intense entre les pays de la zone euro

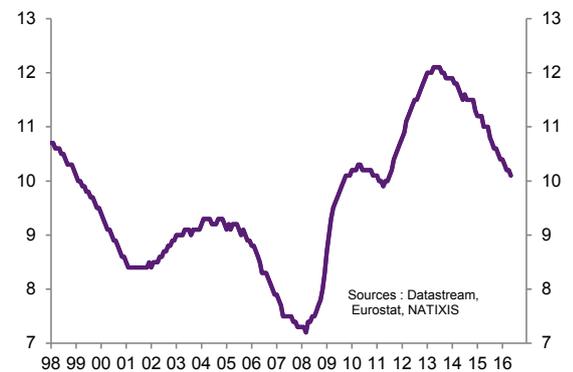
On analyse beaucoup, en particulier après le Brexit, les méfaits de la « globalisation » dans la zone euro : disparition de la classe moyenne, en particulier avec le recul des emplois industriels remplacés par des emplois dans les services peu sophistiqués (graphique 1), et de ce fait hausse des inégalités, hausse du chômage structurel (graphique 2), multiplication des emplois à salaires faibles (graphique 3).

On attribue souvent les méfaits de la globalisation à la concurrence des pays émergents (graphique 4).

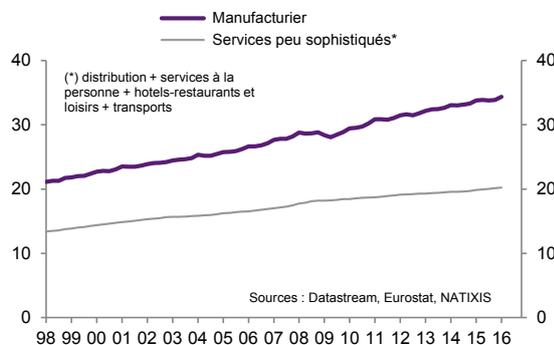
Graphique 1
Zone euro : emploi dans le secteur manufacturier et dans les services peu sophistiqués (100 en 1998:1)



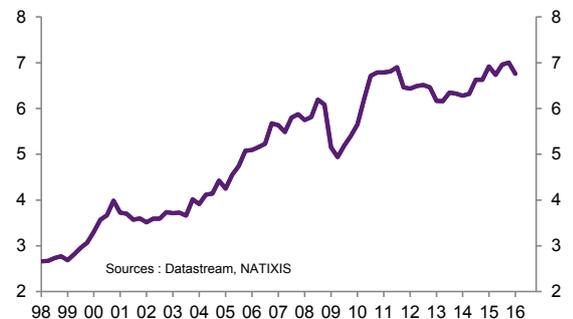
Graphique 2
Zone euro : taux de chômage (en %)



Graphique 3
Zone euro : niveau du salaire par tête (hors cotisations sociales, en milliers d'euros par an)

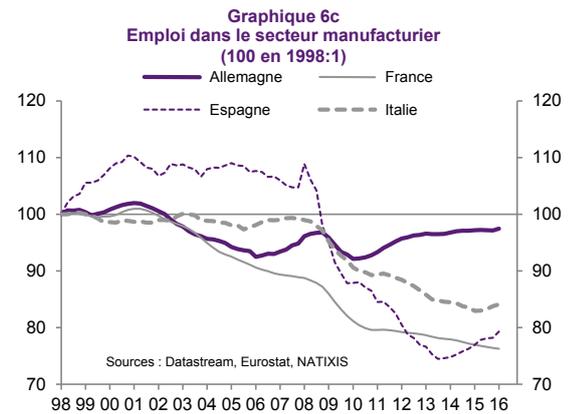
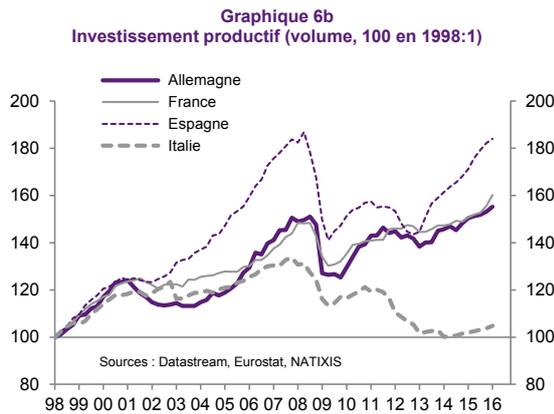
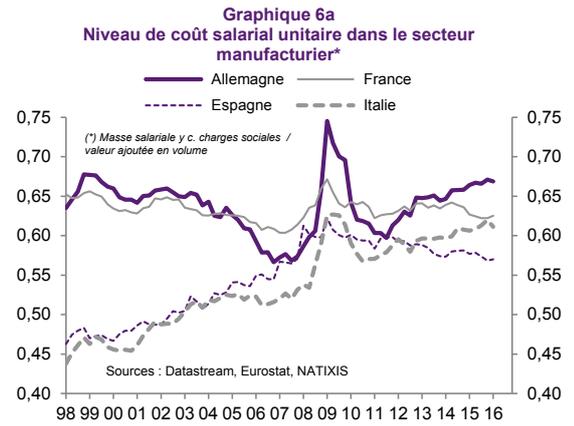
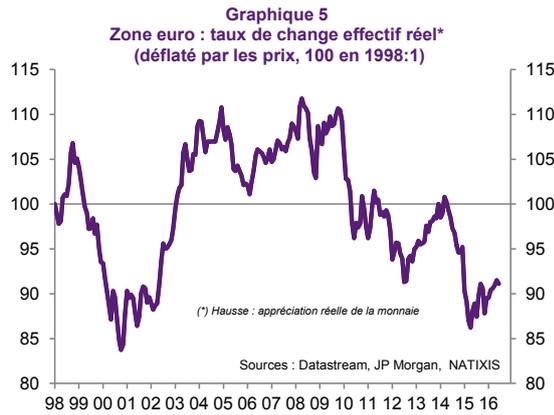


Graphique 4
Zone euro : importations valeur depuis les émergents hors Russie + OPEP (en % du PIB valeur)



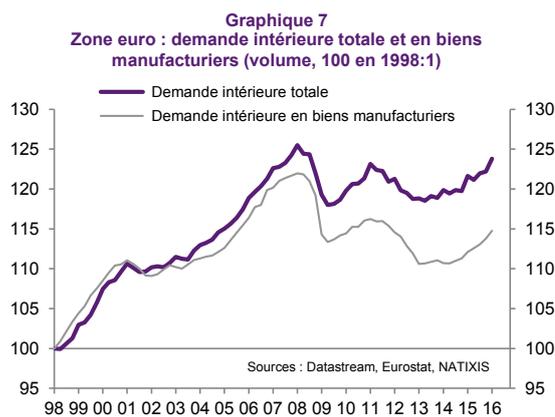
Mais il faut réaliser que la concurrence est surtout intense entre les pays de la zone euro :

- la dépréciation de l'euro peut rétablir la compétitivité de la zone euro vis-à-vis du Reste du Monde (graphique 5) ;
- mais les écarts de compétitivité entre les pays de la zone euro ont des effets considérables : regardons par exemple les effets très importants sur l'investissement des entreprises ou l'emploi industriel de l'amélioration de la compétitivité-coût de l'Espagne par rapport aux autres pays de la zone euro (graphiques 6a/b/c).



Les « méfaits de la globalisation » sont donc aussi largement les « méfaits de la concurrence entre les pays de la zone euro », il ne faut pas l'oublier.

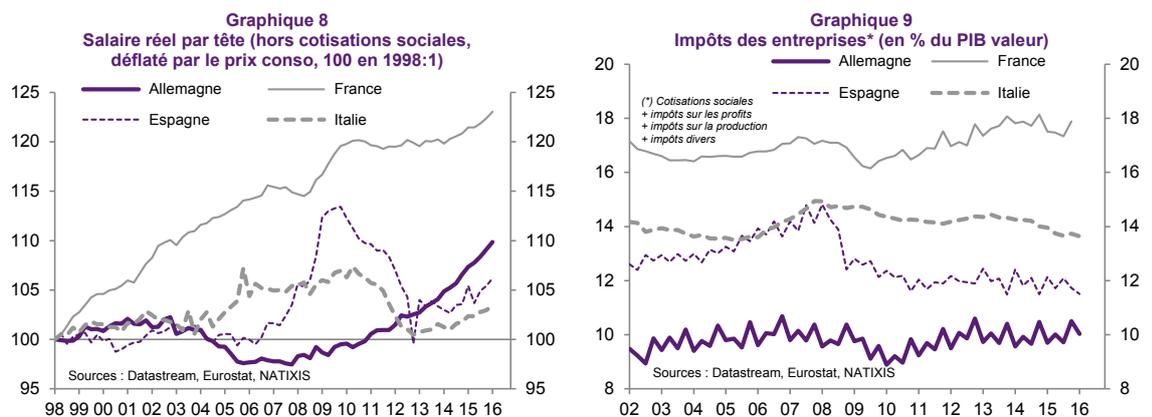
La concurrence par les coûts dans la zone euro s'est accentuée depuis la crise, probablement en raison du recul de la demande intérieure (graphique 7) en particulier dans l'industrie.



L'impossible coordination des politiques économiques entre les pays de la zone euro

En théorie, les politiques économiques des pays de la zone euro devraient être coordonnées lorsqu'elles génèrent des externalités, c'est-à-dire des effets sur les situations économiques, le bien-être des autres pays. Ceci est le cas en particulier des politiques qui affectent la compétitivité-coût des pays :

- politiques salariales (graphique 6a plus haut, **graphique 8**) ;
- politiques fiscales (**graphique 9**) ;
- règles du marché du travail.



Mais, depuis la création de l'euro, on a vu l'incapacité à coordonner les politiques économiques, y compris celles qui génèrent de fortes externalités.

Il ne faut donc très probablement pas espérer que l'Europe puisse éviter un équilibre économique caractérisé par une forte concurrence non coopérative entre les pays de la zone euro.

Synthèse : une forte contrainte sur les politiques économiques des pays de la zone euro

Si :

- la concurrence entre les pays de la zone euro est forte, et a des effets défavorables dans les pays qui souffrent de cette concurrence (déshindustrialisation, inégalités) ;
- il ne faut pas attendre une coordination entre les pays de la zone euro des politiques qui ont un effet sur la compétitivité-coût, qui génèrent des externalités sur les autres pays ;

ceci implique :

- que l'Europe est aussi coupable que la « globalisation » de la déshindustrialisation, de la montée des inégalités et du chômage structurel dans certains pays de la zone euro, en raison de l'échec de la coordination des politiques économiques ;
- que les pays de la zone euro doivent mener des politiques individuelles d'amélioration de la compétitivité :

- **éducation et formation** (avec des compétences très faibles de la population active en France, en Espagne, en Italie **tableau 1**) ;
- **modernisation du capital**, particulièrement faible en France (**tableaux 2a/b**) ;
- **réformes fiscales**, pour réduire le poids des impôts qui affectent négativement l'investissement et la croissance (graphique 9 plus haut) ;
- **réformes du marché du travail**, etc...

Tableau 1 : Enquête PIAAC, score global - par score décroissant

Japon	292,8
Finlande	286,4
Pays-Bas	283,6
Suède	282,0
Norvège	281,1
Australie	278,9
Belgique	278,9
République Tchèque	277,6
Danemark	277,4
Slovaquie	276,9
Autriche	276,2
Estonie	275,5
Allemagne	274,7
Canada	273,8
Corée	273,0
Royaume-Uni	271,6
Pologne	267,2
Etats-Unis	266,7
Irlande	266,3
France	258,2
Italie	248,8
Espagne	248,8

Source : OCDE

Tableau 2a : Nombre de robots industriels achetés (pour 1000 emplois dans le secteur manufacturier)

Pays	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	1,28	1,36	1,63	1,62	1,54	1,75	1,82	1,39	1,59
France	0,47	0,89	1,08	0,99	0,87	0,92	0,92	0,96	0,98
Espagne	0,67	0,75	1,02	1,24	0,85	0,71	0,99	0,94	0,85
Italie	0,94	1,13	1,29	1,39	1,19	1,12	1,24	1,20	1,12
Portugal	0,11	0,12	0,12	0,12	0,14	0,14	0,23	0,16	0,31
Grèce	0,00	0,01	0,02	0,02	0,03	0,03	0,01	0,02	0,03
Royaume-Uni	0,31	0,35	0,40	0,53	0,22	0,34	0,25	0,46	0,42

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*
Allemagne	2,02	2,02	1,17	1,97	2,68	2,36	2,45	2,68	2,80
France	0,88	0,85	0,49	0,73	1,10	1,07	0,79	1,10	1,20
Espagne	0,83	0,83	0,56	0,82	1,39	0,96	1,39	1,16	1,32
Italie	1,26	1,05	0,67	1,08	1,23	1,08	1,19	1,58	1,69
Portugal	0,35	0,25	0,36	0,35	0,30	0,40	0,39	0,49	-
Grèce	0,10	0,11	0,08	0,09	0,02	0,09	0,13	0,15	-
Royaume-Uni	0,37	0,31	0,25	0,35	0,60	1,17	1,00	0,84	0,95

(*) Estimation

Sources : IFR International Federation of Robotics, NBS, NATIXIS

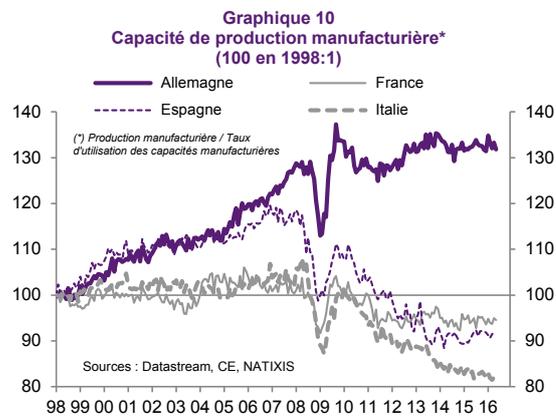
Tableau 2b : Stock de robots industriels (pour 100 emplois dans le secteur manufacturier)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*
Allemagne	1,37	1,50	1,64	1,74	1,85	1,93	1,94	1,98	2,08	2,16	2,18	2,25	2,35	2,45
France	0,70	0,77	0,86	0,94	1,02	1,07	1,12	1,16	1,23	1,24	1,22	1,18	1,20	1,22
Espagne	0,64	0,70	0,76	0,84	0,92	0,99	1,04	1,20	1,25	1,35	1,39	1,41	1,40	1,40
Italie	1,02	1,08	1,16	1,24	1,29	1,34	1,39	1,44	1,50	1,51	1,50	1,50	1,52	1,56

(*) Estimation

Sources : IFR International Federation of Robotics, NATIXIS

Les pays qui ne mèneront pas ces politiques de compétitivité continueront à se désindustrialiser (graphique 10), avec les effets induits : disparition de la classe moyenne, bipolarisation du marché du travail.



Il s'agit bien sûr d'un « second best », le « first best » (la coordination des politiques économiques qui génèrent des externalités) étant inatteignable.

Ceci montre aussi que l'idée que « l'Europe ne protège pas de la globalisation » est **bizarre** : l'Europe ne sait pas organiser de manière coopérative les politiques économiques à l'intérieur de l'Europe.